Décision : QCRC04-00183

Numéro de référence : Q04-06962-0

Date de la décision : Le 28 octobre 2004

Objet : Autorisation de céder ou aliéner
les véhicules lourds

Endroit : Québec

Présent : Daniel Lapointe,
Commissaire

Personne visée :

5-Q-330310-101-SI 9016-5812 QUÉBEC INC.
Transport Richard Anctil
1050, route Elgin Nord
Saint-Pamphile (Québec)
G0R 3X0

demanderesse

9016-5812 QUÉBEC INC., demanderesse, a introduit à la Commission des transports du Québec, le 27 octobre 2004, une demande visant à obtenir l'autorisation de céder un véhicule lourd. La demanderesse est dans l'obligation d'introduire la présente demande parce que la Commission a rendu la décision QCRC04-00134 la concernant, laquelle modifiait sa cote pour lui attribuer une cote portant la mention « insatisfaisant ».

L'autorisation demandée est requise en vertu de l'article 33 de la Loi concernant les propriétaires et exploitants de véhicules lourds, lequel se lit comme suit:

«33. Une personne déclarée totalement ou partiellement inapte ne peut céder ou autrement aliéner les véhicules lourds immatriculés à son nom sans le consentement de la Commission qui doit le lui refuser lorsqu'elle estime que la cession ou l'aliénation aurait pour objet de contrer l'application de la mesure administrative imposée.

Le premier alinéa s'applique, compte tenu des adaptations nécessaires, à tout propriétaire ou exploitant de véhicules lourds qui fait l'objet d'une enquête de la Commission visant à déterminer s'il tente de se soustraire à l'application de la présente loi. Il s'applique également à tout propriétaire ou exploitant de véhicules lourds dont la Commission est saisie du dossier en vue de l'imposition d'une mesure administrative et ce, soit à compter de la transmission à la Commission du dossier constitué par la Société conformément à l'article 22, soit à compter de la transmission par la Commission du préavis visé à l'article 37 dans les autres cas.»

En vertu de cette disposition, la Commission doit s'assurer que la cession ou l'aliénation de véhicules n'a pas pour objet de contrer l'application d'une mesure administrative imposée ou de se soustraire à l'application de la loi.

La Commission est d'avis que pour exercer correctement sa compétence en vertu de l'article précité, elle doit être informée du nom et de toutes les coordonnées nécessaires pour identifier la personne et la personnalité juridique ainsi que le type d'activités de l'éventuel acquéreur de ces véhicules.

La preuve documentaire au dossier démontre que la cession du véhicule ne vise pas à contrer l'effet de l'article 33 de la Loi concernant les propriétaires et exploitants de véhicules lourds.

Le dossier contient toutes les informations requises et, en conséquence, la Commission estime qu'elle peut accorder l'autorisation telle que demandée.

POUR CES RAISONS, la Commission:

- ACCUEILLE la demande;

- PERMET à 9016-5812 QUÉBEC INC. de transférer le véhicule identifié ci-après en faveur de CLAUDE JEAN, à savoir :

marque: KENWORTH W900
année: 1994
série: 2NKWGGG9RM934030

DANIEL LAPOINTE
Commissaire